

Compte-rendu de la Formation Spécialisée du CSAL de l'Eure du 10 octobre 2023

Évreux, le 10 octobre 2023,

Représentant-e-s du personnel présents :

Solidaires Finances Publiques : 5 sièges de titulaires

- Aurélie HERKOUS
- Jean-Baptiste COUTELIS
- Benoît COURTAUT
- Chantal CADIOU
- Lætitia LEMARCHAND

FO : 1 siège de titulaire

- Fabien DUBOS

CGT : 2 sièges de titulaires

- Thomas LAFEUILLE
- Boriana CARNET
- Arnaud TALARD

Après lecture des déclarations liminaires, la Présidente du CSAL-FS a apporté quelques éléments de réponses. Concernant l'obligation déclarative Gérer Mes Biens Immobiliers (GMBI), elle a déclaré : « je déplore ce qui s'est passé avec GMBI ».

S'agissant des fiches de signalement, elle a rappelé qu'aucun empêchement ne doit bloquer les agent-e-s de réaliser et transmettre les fiches à la Direction.

Elle nous a également précisé qu'elle n'a pas la main sur le budget immobilier de l'État, et qu'elle ne peut réaliser les travaux qu'avec les moyens mis à sa disposition.

Les sujets qui ne sont donc pas de son ressort seront transmis à la Direction Générale.

1) Budget 2023 du CSAL-FS

Le CSAL-FS a accepté de verser 4 000 € au budget régional des formations du CSAL-FS.

L'aménagement du poste de travail (fauteuil et bureau) d'un collègue selon les recommandations médicales, les trousse aspiri-venin pour le personnel nomade et le complément de brassards Serre-File sont également pris en charge par le budget de la Formation Spécialisée (FS).

Le petit matériel (repose-pieds, sac à dos, supports PC...) à destination du SIP de Vernon est couvert par le budget de la Direction. À la clôture de la séance, il reste 542,81 € qui, s'ils ne sont pas engagés, serviront à acquérir les armoires à pharmacie à déployer sur l'ensemble des sites.

2) Le programme annuel de prévention (PAP) 2023/2024

Le PAP 2023-2024 comprend 35 lignes, des risques cotés B réapparaissent cette année. Cette résurgence représente une dégradation par rapport à un exercice précédent. Sur les 9 risques cotés B présents au DUERP, 6 sont repris au PAP (dont 2 des lignes ont été fusionnées à des risques proches). Seul le risque de conflit de valeurs relatif à la qualité du

travail accompli n'est pas retenu. Ces 6 éléments concernent 2 catégories : les Risques Psycho Sociaux et les risques d'agression des agents.

Suite à nos demandes répétées, le nettoyage des locaux des archives est acté et sera réalisé une fois par an.

Nous avons demandé la communication des résultats des audits énergétiques effectués sur les sites du département et la Direction s'est engagée à nous les transmettre dès qu'elle les aurait.

La question du chauffage a été soulevée concernant les sites de Politzer et du SGC d'Évreux. Une étude pour s'assurer du bon positionnement et fonctionnement de la sonde sera réalisée sur le site de Politzer. Pour le SGC d'Évreux, un courrier de la Direction sera envoyé à la mairie pour connaître les dispositions de la reprise de chauffe, sachant qu'à la saison dernière, le chauffage n'était allumé que de 6 h à 12 h.

Les premiers retours des formations Guide-file/Serre-file sont très positifs et mettent en avant des problématiques non abordées jusqu'à présent. Contrairement aux années précédentes, il ne s'agit pas d'un simple exercice d'évacuation mais d'une mise en situation plus réelle et d'un débriefing permettant de mettre en avant les points positifs et ceux à améliorer. La Direction indique qu'elle va faire évoluer les exercices annuels en ce sens.

Concernant les nuisances sonores, sur le plateau du SIE de Louviers, il a été observé que les dalles anti-bruit ne jouent pas leur rôle à cause de l'absence de la laine de verre dans les plafonds. Ce problème sera résolu après le désamiantage et la repose des dalles.

La thématique portant sur la sécurité des agents fera l'objet d'un point dédié à la prochaine CSAL-FS.

Un avis sur le PAP a été rédigé par **Solidaires Finances Publiques** et soumis aux autres représentant-e-s du personnel. En séance cet avis agrémenté de points annexes a été voté à l'unanimité.

3) Examen des fiches de signalement, des accidents de service, des maladies professionnelles, du registre santé et sécurité au travail, suivi des avis et des propositions du CSAL-FS

Trois nouveaux accidents de services sont à déplorer.

Solidaires Finances Publiques rappelle qu'un courrier doit être envoyé à la mairie de Louviers pour faciliter l'accès au parking du site, ce que la Direction va diligenter.

Concernant le groupe de travail sur la traçabilité amiante, **Solidaires Finances Publiques** a demandé qu'un constat de l'impossibilité de traçabilité soit dressé.

4) Rapport d'activité médicale

Ce point est reporté au prochain CSAL-FS, la Médecin du Travail étant excusée ce jour.

5) Installation provisoire du SIP de Vernon au Campus de l'Espace et à St Marcel

L'installation des collègues s'est faite dès la mi-août à Saint-Marcel et à partir le 28 septembre au campus de l'Espace. Le 4 octobre, nous avons visité les locaux pour nous assurer de la bonne installation des collègues. Les points d'améliorations que nous avons relevés ont été traités ou sont en cours de résolution.

La signalétique incendie sera corrigée après une nouvelle visite de l'assistant de prévention, du médecin du travail et de l'inspecteur de santé sécurité au travail.

Solidaires Finances Publiques a demandé quelles pistes étaient envisagées quant à la réinstallation définitive du SIP de Vernon. La Direction nous a indiqué que les devis étaient en cours et qu'il était trop tôt pour se prononcer.

6) Questions diverses

Durant la foire de Louviers, l'accès est rendu pratiquement impossible au centre des Finances Publiques. Cette année, en l'absence de plan de circulation pour 2023, la problématique pour les agents et les usagers a été amplifiée. Un courrier sera donc envoyé au maire de Louviers pour devancer ce problème à l'occasion de la prochaine édition.

S'agissant du désamiantage de Louviers, le calendrier prévisionnel a été décalé, les autorisations d'engagements auront bien lieu en 2023. Le commencement des travaux est attendu début 2024. La visite préalable avant travaux avec les acteurs de prévention et les représentant-e-s du personnel est prévue fin novembre/début décembre.

Suite à l'épisode GMBI, **Solidaires Finances Publiques** a demandé un retour du comité de suivi des recommandations de la psychologue du travail au SDIF de Louviers, certaines préconisations devant être mises en place avec l'arrivée notamment de GMBI dans les services. Ce point sera abordé à la prochaine CSAL-FS.

Solidaires Finances Publiques a également demandé les suites du comité de suivi du SIP de Bernay. Elles feront l'objet d'un point dédié à la prochaine CSAL-FS.

Un groupe de travail sur l'insertion des personnels handicapés (travaux d'accessibilité, insertion professionnelle...) à la DDFIP 27 a été demandé. Il sera programmé en début 2024.